TARIFS A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2013 *

PASSAGE DU PONT DE RE

* Sur chaque tarif, comprenant les frais de perception, la redevance pour services rendus destinée à l'entretien et à l'exploitation de l'ouvrage correspond au tiers de son montant, le droit départemental de passage destiné au financement des mesures de protection et de gestion des espaces naturels ainsi qu'au développement des transports en commun circulant avec une énergie propre correspond aux 2/3 de son produit

I - TARIF GENERAL PONT DE RÉ

	PRIX UNITAIRE EN €		OBSERVATIONS
	Tarif Basse saison	Tarif Haute saison	
			Tarif Haute saison : du 20/06 au 11/09 Tarif Basse Saison : du 01/01 au 19/06 et du 12/09 au 31/12
1 - <u>PRIX UNITAIRE PAR TYPE DE VÉHICULE</u> <i>(hors résident principal et résident secondaire)</i>			
- Classe 1 Véhicule léger ou ensemble « véhicule léger + remorque » (1) - (H ≤ 2 m et PTAC ≤ 3,5 t)	8	16	(1) Sont inclus dans cette catégorie les quadricycles à moteur dont la conduite ne nécessite pas la possession du permis de conduire B et plus généralement tous les véhicules à quatre roues équipés d'une commande de direction avec un volant Deux véhicules automobiles en remorque ne constituent en aucun cas un attelage
- Classe 2 Véhicule intermédiaire (avec ou sans remorque) - (2 m < H < 3 m et PTAC ≤ 3,5 t)	8	16	Il n'existe pas de tarif pour caravane ou remorque seule
- Classe 3 Poids lourd, autocar et autre véhicule à 2 essieux dont H ≥ 3 m ou PTAC > 3,5 t	18	18	
- Classe 4 Poids lourd, autocar et autre véhicule à plus de 2 essieux dont H ≥ 3 m ou PTAC > 3,5 t	40	40	
- Classe 5 2 roues motorisés ≤ 50 cm ³ 2 roues motorisés > 50 cm ³ , tricycle à moteur (2)			
	Gratuit		
	3	3	(2) Sont inclus dans cette catégorie les quadricycles motorisés équipés d'une commande de direction avec un guidon
<i>H = hauteur totale (du véhicule ou de l'ensemble) par rapport au sol PTAC : Poids Total Autorisé en Charge Lors d'une transaction, ne sont pris en compte que les seuls essieux en contact avec le sol</i>			

	ABONNEMENTS EN €			OBSERVATIONS - DUREE DE VALIDITE
	Abonnement à décompte de passages	Abonnement illimité en nombre de passages	Abonnement à décompte de valeurs	Tarif Haute saison : du 20/06 au 11/09 Tarif Basse Saison : du 01/01 au 19/06 et du 12/09 au 31/12
<p>2 - <u>ABONNEMENTS CONTINENTAUX</u></p> <p>- Classe 1 + Classe 2 Abonnement annuel (valable 1 an à compter de la date d'achat) également utilisable pour les véhicules de classe 5</p> <p>- Abonnement à décompte de valeur multiclassés (Classes 1, 2, 3, 4 et 5)</p> <p>- Abonnement Classe 5 – 10 passages (valable 3 ans)</p> <p>- Carte de circulation annuelle réservée à des organismes officiels du Département</p>		400		<p>Deux véhicules automobiles en remorque ne constituent en aucun cas un attelage</p> <p>L'abonnement à décompte de valeurs est un produit multiclassé. Il a une validité de 3 ans à compter du dernier rechargement</p> <p>Le titulaire bénéficie grâce au tarif d'abonnement de droits de passage d'une valeur supérieure de 65 % à la somme qu'il a effectivement acquittée. <u>Exemple</u> : l'achat d'une carte de 50 € ouvre droit à l'équivalent de 82,50 € de passages payés au taux en vigueur.</p>
<p>3 - <u>ABONNEMENTS SALARIES</u> salariés, stagiaires, scolaires, membres des associations sportives rétaises et professionnels de santé</p> <p>- Classe 1 + Classe 2 15 passages (validité 1 mois) 30 passages (validité 2 mois) 40 passages (validité 4 mois) 230 passages (validité 12 mois)</p> <p>- Classe 5 40 passages (validité 4 mois)</p>	12	100		<p>La délivrance d'abonnements aux salariés est conditionnée par la durée du contrat de travail. Les abonnements salariés souscrits pour des véhicules de classes 1 et 2 sont également utilisables pour les véhicules de classe 5.</p>
			<p>Valeurs d'achat et de rechargement comprises entre 50 et 350 € (par tranche de 50 €)</p>	

II - TARIF RESIDENTS ILE DE RÉ

1/ Résident Principal (RP) et Entreprise Permanente (EP)

			OBSERVATIONS
Tarif valable toute l'année	Sur remise au moment du passage en voie de péage de la carte d'identification (en cours de validité) Résident principal, Entreprise permanente	Tarif de base insulaire pour usager identifié (1) démuné au moment du passage en voie de péage de la carte d'identification (en cours de validité) en €	(1) L'identification du statut de l'usager est effectuée par les surveillants de péage.
<p><u>PRIX UNITAIRE PAR TYPE DE VÉHICULE</u></p> <p>- Classe 1 Véhicule léger ou ensemble « véhicule léger + remorque » (2) - (H =< 2 m et PTAC= < 3,5 t)</p> <p>- Classe 2 Véhicule intermédiaire (avec ou sans remorque) - (2 m < H < 3 m et PTAC =< 3,5 t)</p> <p>- Classe 3 Poids lourd, autocar et autre véhicule à 2 essieux dont H> = 3 m ou PTAC > 3,5 t</p> <p>- Classe 4 Poids lourd, autocar et autre véhicule à plus de 2 essieux dont H >= 3 m ou PTAC > 3,5 t</p> <p>- Classe 5 2 roues motorisés ≤ 50 cm³ 2 roues motorisés > 50 cm³, tricycle et quadricycle à moteur (3)</p>	E X O N E R A T I O N	<p>2</p> <p>2</p> <p>6</p> <p>15</p> <p>Gratuit</p> <p>1</p>	<p>(2) Sont inclus dans cette catégorie les quadricycles à moteur dont la conduite ne nécessite pas la possession du permis de conduire B et plus généralement tous les véhicules à quatre roues équipés d'une commande de direction avec un volant.</p> <p>Deux véhicules automobiles en remorque ne constituent en aucun cas un attelage</p> <p>Il n'existe pas de tarif pour caravane ou remorque seule</p> <p>(3) Sont inclus dans cette catégorie les quadricycles motorisés équipés d'une commande de direction avec un guidon</p>

2/ Résident Secondaire (RS) et Entreprise Secondaire (ES)

	PRIX UNITAIRE EN €		OBSERVATIONS
	Tarif Basse saison	Tarif Haute saison	Tarif Haute saison : du 20/06 au 11/09 Tarif Basse Saison : du 01/01 au 19/06 et du 12/09 au 31/12
<p>1 - <u>PRIX UNITAIRE PAR TYPE DE VEHICULE</u></p> <p>(tarif accordé sur présentation de la carte d'identification (RS ou ES) en cours de validité)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Classe 1 + Classe 2 - Classe 5 	<p>2</p> <p>1</p>	<p>2</p> <p>1</p>	<p>Deux véhicules automobiles en remorque ne constituent en aucun cas un attelage.</p>
<p>2 - <u>ABONNEMENT PAR TYPE DE VEHICULE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Classe 1 + Classe 2 - Abonnement à décompte de valeurs (classes 1, 2 et 5) 	<p>100</p> <p>Valeurs d'achat et de rechargement comprises entre 20 € et 300 € par tranche de 20 €</p>	<p>100</p>	<p>Abonnement annuel valable 1 an à compter de la date d'achat. Également utilisable pour les véhicules de classe 5</p> <p>Validité : 3 ans à compter de la date d'achat ou du dernier rechargement.</p> <p>Décompté d'un montant de 2 € pour un véhicule de classe 1 ou 2 et de 1 € pour un véhicule de classe 5 (quelle que soit la période tarifaire en vigueur au moment du passage).</p>

III – TARIFICATION SELON CATEGORIES D'USAGERS

	PRIX UNITAIRE EN €		OBSERVATIONS
	Tarif Basse saison	Tarif Haute saison	Tarif Haute saison : du 20/06 au 11/09 Tarif Basse Saison : du 01/01 au 19/06 et du 12/09 au 31/12
1 - <u>PRIX UNITAIRE</u>			
- <u>TARIF PARTICULIER 1</u>			
- Classe 1 + Classe 2	2	2	
- <u>RESIDENT TEMPORAIRE</u>			
- Classe 1 + Classe 2	2	2	
- Classe 5	1	1	
- <u>USAGERS PARTICULIERS</u>			
- Piétons, cavaliers, cyclistes et cyclomotoristes (1) Véhicules de services, d'urgence, véhicules de transport de personnes handicapées	GRATUIT	GRATUIT	- (1) de moins de 50 cm3 - Gratuité accordée sous conditions particulières
- <u>VEHICULES DE TRANSPORTS COLLECTIFS PUBLICS</u>			
(réseau départemental Les Mouettes et réseau urbain de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle)			
Cars et bus	GRATUIT	GRATUIT	
Véhicules légers	1,50	1,50	
- <u>TAXIS CHARENTAIS-MARITIMES</u>			
- Prix unitaire (classes 1 et 2)	2	2	
- Abonnement à décompte de valeurs (classes 1 et 2)	Valeurs d'achat et de rechargement comprises entre 20 € et 80 € par tranche de 20 €		Validité : 3 ans à compter de la date d'achat ou du dernier rechargement. Décompté d'un montant de 2 € pour un véhicule de classe 1 ou 2 (quelle que soit la période tarifaire en vigueur au moment du passage).

	OBSERVATIONS - DUREE DE VALIDITE	
	Abonnement à décompte de valeurs	
<p>2 - <u>ABONNEMENTS</u></p> <p>- <u>ENTREPRISES SAISONNIERES (ESA)</u></p> <p>- Abonnement ESA Classes 1, 2 et 5</p> <p>- Compétitions sportives officielles</p> <p>3 – <u>TARIF DE GROUPE</u></p> <p>- Pour un minimum de 10 véhicules légers</p>	<p>Valeurs d'achat et de rechargement entre 20 € et 300 € par tranche de 20 €</p>	<p>La durée de validité est limitée à la période initiale du bail de location saisonnier</p> <p>Au moment de son utilisation, il est décompté un montant de 2 € pour un véhicule de classe 1 ou 2 et de 1 € pour un véhicule de classe 5 (quelle que soit la période tarifaire en vigueur au moment du passage)</p>
	<p>Gratuité</p>	
	<p>Autres Tarifications</p> <p>4 € par véhicule et pour un passage en Basse Saison 8 € par véhicule et pour un passage en Haute Saison</p>	<p>Un tarif préférentiel peut, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, être accordé aux véhicules légers des classes 1 et 2, à l'occasion de manifestations à caractère culturel ou sportif organisées sur l'île de Ré.</p>

**REGLEMENT TARIFAIRE
A COMPTER DU
1^{ER} JANVIER 2013**

PASSAGE DU PONT DE RE

RÉGLEMENTATION

I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Par délibération n° 134 du 17 décembre 1998, le Département a instauré en période estivale à compter du 22 juin 1999 un droit départemental de passage en complément du péage sur le pont de l'île de Ré. La loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 est venue modifier ce droit départemental en le déplaçant et en instituant parallèlement une redevance pour services rendus affectée à l'entretien et à l'exploitation.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, le droit départemental de passage, dit «écotaxe» et la redevance pour services rendus se sont substitués à l'ensemble des droits de passage perçus jusqu'au 31 décembre 2011.

Les tarifs applicables aux différentes catégories de véhicules et d'usagers du pont de Ré sont déterminés dans les grilles tarifaires conformément aux dispositions du 4^{ème} alinéa de l'article L 321-11 du Code de l'environnement.

L'ensemble de la tarification s'entend pour l'aller et le retour.

Les transactions peuvent être réglées à l'aide des moyens de paiement suivants :

- en espèces (euros) ;
- par chèque français ou étranger libellé en euros à l'ordre du Trésor Public ;
- par chèque-vacances (la valeur faciale du chèque devant être inférieure ou égale au montant de la transaction) ;
- par carte bancaire reconnue et acceptée par le Trésor Public ;
- par cartes GR et EUROTRAFIC de la Société Total France.

Lorsqu'il y a différenciation entre les usagers en fonction de leur qualité, les titres de passage sont établis au nom du titulaire et reçoivent éventuellement sa photographie.

Les infractions au péage sont relevées par les agents assermentés du Département et font l'objet d'un procès-verbal.

Les procès-verbaux rédigés par le Département sont transmis au Procureur de la République. Un titre de recette de 25 € sera émis par le Département à l'encontre de l'auteur de l'infraction pour couvrir les frais de gestion.

Les frais d'expédition des abonnements acquis en ligne seront facturés aux usagers par le Département.

Lors d'un contrôle, une pièce d'identité peut être demandée.

Conformément à l'application du décret n° 2000-1277 du 26 décembre 2000, le Département se réserve le droit de demander la présentation des documents originaux utiles à l'étude d'une demande d'attribution d'une carte.

A la demande de la Régie du pont de Ré, il pourra être demandé le dépôt d'une caution pour la délivrance de certains supports.

De la même manière, le Département est habilité à encaisser des recettes toutes taxes comprises correspondant à des missions de service pour l'encadrement des sociétés de production de films ou de tout autre objet.

Tous les supports physiques (valeurs inactives) délivrés avec ou sans facturation par le Département pour la réalisation des abonnements et des cartes d'identification restent sa propriété et ont une date de péremption égale à 8 ans à compter de la date de mise en service.

Les supports délivrés antérieurement au 1^{er} janvier 2012 ne sont plus acceptés et seront retirés lors du passage en voie de péage.

La création des supports (valeurs inactives) entraîne dans tous les cas des frais de dossier qui sont intégrés aux tarifs en vigueur.

La délivrance d'un duplicata n'est possible qu'en cas de perte, de vol ou de destruction du titre de passage habituel, lequel est, dans ce cas, définitivement invalidé.

Le duplicata ainsi établi possède la même validité et les mêmes droits que la carte qu'il remplace.

Tout duplicata de carte pour un attributaire bénéficiant de la gratuité est facturé au tarif de 10 €.

La perte d'un statut particulier accordé par le Département entraîne ipso facto la mise en opposition de la carte d'identification (ou du duplicata) et des abonnements liés à ce statut, sans remboursement de ce dernier.

I.1 - CLASSES TARIFAIRES

Les véhicules automobiles sont répartis dans les classes tarifaires suivantes déterminées en fonction de la hauteur totale du véhicule (H), du nombre d'essieux en contact avec le sol et du PTAC (Poids total en charge autorisé).

- Classe 1

Véhicule léger ou ensemble « véhicule léger + remorque »

($H \leq 2$ m et $PTAC \leq 3,5$ t)

Sont inclus dans cette catégorie les quadricycles à moteur dont la conduite ne nécessite pas la possession du permis de conduire B et plus généralement tous les véhicules à quatre roues équipés d'une commande de direction avec un volant

- Classe 2

Véhicule intermédiaire (avec ou sans remorque)

(2 m < H < 3 m et $PTAC \leq 3,5$ t)

- Classe 3

Poids lourd, autocar et autre véhicule à 2 essieux

dont $H \geq 3$ m ou $PTAC > 3,5$ t

- Classe 4

Poids lourd, autocar et autre véhicule à plus de 2 essieux

dont $H \geq 3$ m ou $PTAC > 3,5$ t

- Classe 5

2 roues motorisés ≤ 50 cm³

2 roues motorisés > 50 cm³, tricycle et quadricycle à moteur

Sont inclus dans cette catégorie les quadricycles motorisés équipés d'une commande de direction avec un guidon.

Deux véhicules automobiles en remorque ne constituent pas un attelage.
Il n'existe pas de tarif pour caravane ou remorque seule.

Les 2 roues motorisés de cylindrée inférieure ou égale à 50 cm³, bénéficiant de la gratuité, disposent d'une voie de passage spécialisée située à la droite du péage.

Les 2 roues motorisés de cylindrée supérieure à 50 cm³, tricycles et quadricycles à moteur ne sont pas autorisés dans les voies automatiques.

Les tracteurs agricoles quel que soit leur PTAC appartiennent à la classe 1 ou 2 selon la hauteur de l'ensemble.

Le Conseil général se réserve, en cas de situation particulière bloquante, la possibilité de déclasser un véhicule.

I.2 - PÉRIODES DE TARIFICATION

Le coût unitaire de passage est établi en fonction de la période tarifaire en vigueur au moment de celui-ci, du statut du client et du véhicule utilisé.

Ces périodes tarifaires sont arrêtées et publiées chaque année par le Département dans les grilles tarifaires.

I.3 - LES TITRES DE PASSAGE

Un tarif particulier ne peut être accordé que sur présentation du titre de passage délivré par le Département pour le statut correspondant.

La limite de validité des abonnements est définie dans les grilles tarifaires arrêtées et publiées chaque année par le Département.

Les cartes d'identification sont personnelles, elles ne peuvent être ni prêtées ni cédées.

Les abonnements à décompte de valeurs du tarif général sont indifféremment valables pour les véhicules des 5 classes.

L'ajout, la suppression ou la modification d'une immatriculation dans un dossier client est effectué aux points de vente d'abonnements.

La valeur décomptée sur un abonnement est établie en fonction de la période tarifaire en vigueur au moment du passage, du statut du client et de la catégorie du véhicule utilisé.

En cas de force majeure, notamment en cas de panne électrique ou informatique, la vente de cartes d'abonnement pourra être interrompue sans qu'aucun dédommagement ne puisse être demandé.

En cas de vol ou de perte d'un abonnement à décompte de valeurs ou de passages, il ne sera pas délivré de duplicata.

Au terme de sa validité, un abonnement à décompte de valeurs ou de passages ne peut faire l'objet d'aucun remboursement.

En cas de vol, de vente ou d'immobilisation accidentelle d'un véhicule, le titulaire pourra faire porter, pour une durée limitée à deux mois, son titre de passage sur un véhicule de remplacement sous réserve de présentation des justificatifs aux services du pont de Ré (déclaration de vol ou certificat de vente ou attestation du garagiste). Seront joints photocopie de la carte grise du véhicule automobile de remplacement ainsi que l'attestation du prêteur ou le contrat de location (utilisation obligatoire des voies manuelles).

Dans le cas particulier des abonnements salariés, le véhicule de remplacement ne peut en aucun cas appartenir à l'employeur.

I.4 – SANCTIONS

I.4.A – Fausses déclarations

Extrait du Code Pénal – Art. 441.6 du nouveau Code Pénal

« Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende.

Est puni des mêmes peines le fait de fournir une déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, un paiement ou un avantage indu ».

En cas de fausse déclaration avérée, le Département procéderait immédiatement à l'invalidation des titres de passage indûment délivrés et pourrait engager des poursuites judiciaires.

I.4.B – Utilisations non conformes

Les cartes d'identification et d'abonnement pourront être retirées de plein droit en cas de changement de statut non signalé ou de non-respect des conditions d'utilisation telles que définies dans la présente réglementation.

Toute utilisation irrégulière entraîne le retrait immédiat de la carte et éventuellement des poursuites judiciaires.

II - TARIFICATIONS

II.1 – TARIF GENERAL

Les dispositions générales s'appliquant à l'ensemble des usagers du pont de l'île de Ré sont décrites au paragraphe I.

Le tarif général propose pour chaque catégorie de véhicules, un tarif unitaire de passage et différentes formules d'abonnements.

II.1.A – Abonnements continentaux

- **Abonnement annuel**

L'abonnement annuel est délivré sur présentation du certificat d'immatriculation des véhicules appartenant au titulaire, à son conjoint ou ses enfants fiscalement à charge et peut porter sur des véhicules légers des classes 1 et 2, et des véhicules de classe 5. Il a une date de validité de 1 an à compter de la date d'achat.

- **Abonnement à décompte de valeurs multiclasse**

Les cartes d'abonnement à décompte de valeurs sont anonymes et ne comportent aucune immatriculation. Elles peuvent être achetées et rechargées au guichet des ventes d'abonnements, pour les valeurs suivantes : 50, 100, 150, 200, 250, 300 et 350 € au choix du client pour une période de 3 ans à partir de la date du dernier rechargement.

Lors de l'achat de l'abonnement, le titulaire bénéficie d'une valeur d'usage supérieure de 65 % à la somme qu'il a acquise.

Les abonnements continentaux à décompte de valeurs autorisent le passage, dans les voies manuelles, de plusieurs véhicules simultanément, sous réserve qu'ils SE SUIVENT IMMÉDIATEMENT et DANS LA MÊME VOIE (condition sine qua non en raison de la sécurité des usagers). Il sera décompté les sommes correspondant au nombre de passages.

- Abonnement à décompte de passages classe 5

Les cartes d'abonnement à décompte de passages classe 5 sont anonymes et ne comportent aucune immatriculation. Elles peuvent être achetées et rechargées au guichet de vente d'abonnements. Elles sont valables trois ans à compter de la date d'achat ou du dernier rechargement.

Les abonnements continentaux à décompte de passages autorisent le passage, dans les voies manuelles, de plusieurs véhicules simultanément, sous réserve qu'ils SE SUIVENT IMMÉDIATEMENT et DANS LA MÊME VOIE (condition sine qua non en raison de la sécurité des usagers). Il sera décompté les sommes correspondant au nombre de passages.

Un abonnement «tarif général» ne peut être remboursé, sauf en cas de changement de statut.

- Carte de circulation annuelle réservée à des organismes officiels du Département

Les dispositions générales s'appliquant à l'ensemble des usagers du pont de l'île de Ré sont décrites au paragraphe I.

Les cartes de circulation annuelles sont délivrées, en nombre limité, pour le fonctionnement du Département et de ses Services et pour faciliter le fonctionnement de certains services administratifs, judiciaires ou d'intérêt général des organismes de l'Etat implantés dans le département et des organismes à vocation départementale ou encore des collectivités locales du département.

Elles peuvent être également délivrées sur demande de leur Direction à certains services de rédaction des organes de presse, écrite, parlée ou télévisuelle.

Elles ne peuvent porter que sur des véhicules automobiles légers des classes 1, 2 et 5.

Les cartes de circulation autorisent le passage, dans les voies manuelles, de 4 véhicules simultanément à condition que les numéros d'immatriculation soient référencés au dossier informatique du bénéficiaire et que les véhicules SE SUIVENT IMMÉDIATEMENT et DANS LA MÊME VOIE (condition sine qua non en raison de la sécurité des usagers).

II.1.B - Abonnements salariés, stagiaires, scolaires, membres des associations sportives réthaises et professionnels de santé

Les dispositions générales s'appliquant à l'ensemble des usagers du pont de l'île de Ré sont décrites au paragraphe I.

Des abonnements à tarif réduit peuvent être accordés à toutes les catégories de salariés dont la résidence principale est située sur le continent et qui travaillent sur l'île de manière statutaire ou contractuelle pour notamment le compte d'une entreprise insulaire, d'une administration ou d'un service public ou d'un organisme chargé d'une mission de service public ou encore d'une association dont le siège social ou dont les services sont implantés sur l'île de Ré.

Il ne sera pas délivré d'abonnement pour tout contrat de travail dont la durée est inférieure à 5 jours.

La vente d'un abonnement salarié n'est pas possible avant les 72 heures précédant la date de début de contrat de travail.

Il existe quatre types d'abonnements salariés :

- abonnement salarié à 230 passages, réservé exclusivement aux salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée. Sa durée de validité est limitée à un an. Il est délivré après étude du dossier déposé au moins 48 heures à l'avance par le demandeur auprès des services du pont de Ré.

Cet abonnement n'est jamais délivré durant la période d'essai définie au contrat de travail.

- abonnement salarié à 40 passages, réservé aux salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée et aux salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée déterminée supérieure à 4 mois. Sa durée de validité est limitée à 4 mois maximum mais arrêtée à la date initiale de fin de contrat.

Sous certaines conditions restrictives (décrites ci-après) cet abonnement peut être accessible aux licenciés des clubs sportifs réthais.

Seules les associations sportives évoluant au sein d'un championnat national ou régional sont concernées par ce dispositif.

Les bénéficiaires sont exclusivement les joueurs ou entraîneurs licenciés au sein du club sportif qui permettent par leur niveau le maintien des performances du club, jamais les dirigeants.

Les droits accordés aux sportifs sont limités à la période d'activité de l'association dans la limite de 12 mois.

La souscription d'abonnements salariés est conditionnée par la remise préalable, par le Président de la structure sportive réthaise concernée, du calendrier annuel des entraînements et matchs, de la liste exhaustive des sportifs concernés, des copies de leurs licences sportives en cours de validité et d'un engagement écrit à faire respecter le bon usage des abonnements salariés délivrés aux licenciés de son association (usage strictement lié aux matchs et entraînements).

Une fois ces démarches accomplies par les dirigeants d'association, les licenciés ainsi référencés peuvent souscrire un abonnement salarié de 40 passages sur présentation d'une photographie d'identité et de la copie du certificat d'immatriculation des véhicules utilisés.

- abonnement salarié à 30 passages, réservé aux salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée, aux salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée déterminée supérieure à quatre mois, aux salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée déterminée inférieure ou égale à quatre mois et aux salariés payés par chèque

emploi-service ou Titre Emploi Service Entreprise (TESE). Sa durée de validité est limitée à deux mois maximum mais arrêtée à la date initiale de fin de contrat.

- abonnement salarié à 15 passages, réservé aux salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée, aux salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée déterminée supérieure à quatre mois, aux salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée déterminée inférieure ou égale à quatre mois et aux salariés payés par chèque emploi-service ou Titre Emploi Service Entreprise (TESE). Sa durée de validité est limitée à un mois maximum mais arrêtée à la date initiale de fin de contrat.

Les abonnements à 15 et 30 passages peuvent être accessibles aux professionnels de santé exerçant un remplacement dans l'île de Ré dans la limite de la durée de leur contrat et sous certaines conditions restrictives. Ces abonnements sont obtenus sur demande préalable dûment complétée et signée (imprimé disponible au pont de Ré) et sur présentation de la copie du contrat de remplacement ou d'assistantat, d'une photographie d'identité du demandeur et de la copie du certificat d'immatriculation des véhicules utilisés.

Ils sont uniquement accordés dans le cadre de contrat d'une durée minimum de 5 jours consécutifs.

Le Département se réserve le droit d'invalider les abonnements en cas de rupture ou cessation du contrat de travail.

L'ensemble de ces abonnements peut également être attribué aux salariés des agences intérimaires continentales en mission temporaire auprès d'une entreprise insulaire. Ils sont délivrés sur présentation du contrat de travail (ou de mission) établi par la société de travail temporaire.

Dans le cas de stagiaires non salariés, d'employés en contrat de qualification ou d'élèves en contrat d'apprentissage hébergés sur l'île de Ré, l'abonnement salarié pourra être délivré sur présentation de la convention de stage ou de formation établie entre l'établissement scolaire et l'entreprise insulaire.

Les abonnements salariés sont des abonnements à caractère social, destinés au salarié pour se rendre sur son lieu de travail, ils sont personnels et ne peuvent dans ces conditions comporter plus d'une photographie ; ils peuvent porter sur des véhicules légers des classes 1, 2 et 5 appartenant au demandeur et non sur les véhicules de la société qui l'emploie.

Exceptionnellement, s'ils ne sont pas personnellement propriétaires d'un véhicule, l'abonnement peut porter sur un véhicule automobile de prêt, y compris domicilié sur l'île de Ré, appartenant à un proche, mais jamais sur un véhicule d'entreprise.

Ces abonnements, attribués sur présentation de pièces justificatives en conformité avec la légalité (contrat de travail, convention de stage, feuille de paie, récépissé de déclaration préalable à l'embauche délivré par l'URSSAF, attestation d'emploi rémunéré par chèque emploi-service délivrée par l'employeur insulaire et relevé des heures effectuées délivré par le Centre National de Traitement du Chèque emploi-service) pourront être retirés sans remboursement en cas de fraude ou de non-respect de l'une des conditions ci-dessus et en cas de perte du statut salarié.

En aucun cas un abonnement salarié ne sera remboursé.

En cas de vol ou de perte d'un abonnement salarié, il ne sera pas délivré de duplicata.

II.2 – TARIFS RESIDENTS

II.2.1 TARIF RESIDENT PRINCIPAL (RP), ENTREPRISE PERMANENTE (EP)

Les dispositions générales s'appliquant à l'ensemble des usagers du pont de l'île de Ré sont décrites au paragraphe I.

II.2.1. A - Modalités d'attribution et d'utilisation de la carte d'identification RP

Le statut de résident principal est accordé, sous conditions d'attribution, aux personnes physiques domiciliées à l'année sur l'île de Ré qui se réservent, à l'année, l'usage de la totalité de leur résidence principale qu'elles soient propriétaires, usufruitières ou locataires.

Pour les personnes physiques, la qualité de résident principal s'apprécie au vu de la copie de l'avis d'imposition à la taxe d'habitation.

La carte d'identification RP qui a fait l'objet d'une demande préalable, autorise le passage des véhicules automobiles domiciliés sur l'île de Ré appartenant au titulaire ou à tout autre résident principal référencé dans les services du pont de Ré, fiscalement domicilié au même lieu d'habitation.

Elle peut également autoriser le passage d'UN véhicule léger de fonction (préalablement référencé sur présentation de la carte grise et d'une attestation de l'employeur de mise à disposition d'un véhicule de fonction dont l'usage inclut celui du week-end).

Une seule carte d'identification RP sera délivrée par résident principal de plus de 16 ans.

La carte d'identification RP fait l'objet d'une validation périodique à l'initiative du Département.

Pour les personnes physiques dont la date d'installation n'aura pas permis la délivrance d'un avis d'imposition à la taxe d'habitation, une carte provisoire de résident principal pourra être accordée, au vu de la copie d'un bail de location à l'année ou d'un acte de propriété d'une habitation sur l'île de Ré ou de la fourniture de la copie d'un permis de construire pour la construction d'une maison à usage d'habitation accompagnée de la déclaration d'achèvement de travaux ou du certificat de conformité ou du récépissé de la déclaration modèle H1 ; en outre, le demandeur devra fournir une copie de la déclaration de changement de domicile adressée aux Services Fiscaux de la résidence précédente (avec accusé de réception).

Cette carte provisoire pourra être délivrée jusqu'à la date de première imposition à la taxe d'habitation en Résidence Principale.

Lorsqu'un bien a été donné en usufruit, son nu-propriétaire perd le bénéfice du statut de résident principal.

Sont également exclus du bénéfice du statut de résident principal, les débirentiers qui n'occupent pas le logement concerné (dans le cas d'acquisition en viager).

Dans le cas de sociétés civiles immobilières, les associés n'ayant qu'un droit d'usage ne peuvent, par leur seule qualité de membres de ces sociétés, bénéficier du statut de résident principal et doivent, comme pour les autres demandeurs, justifier de leur qualité de résident principal dans l'île de Ré.

Dans le cas d'acquisition indivise, les indivisaires doivent, comme les autres demandeurs, justifier de leur qualité de résident principal dans l'île de Ré.

La qualité de résident principal s'étend au conjoint et aux enfants fiscalement à charge de plus de 16 ans, à condition de pouvoir également justifier de leur lien familial.

Dans le cas des enfants fiscalement à charge de plus de 16 ans, les justificatifs demandés sont les copies du livret de famille (en entier) et de l'avis d'imposition sur les revenus de l'année en cours des parents (mentionnant le nombre de parts).

La qualité de résident principal peut également être accordée aux enfants d'insulaires de moins de 28 ans (date anniversaire faisant foi) fiscalement indépendants sur présentation de leur propre avis d'imposition sur le revenu domicilié au lieu d'habitation insulaire des parents et d'une copie du livret de famille en entier.

En cas de changement de domicile, la nouvelle adresse réthaise doit faire l'objet d'une mise à jour du dossier informatique. Le titulaire doit signaler ce changement au pont de Ré en présentant la copie de l'acte de propriété ou du bail du nouveau logement.

En cas d'acquisition d'un nouveau véhicule, le titulaire doit signaler ce changement au pont de Ré en présentant la copie de la carte grise pour la mise à jour de son dossier informatique. La cession d'un véhicule existant doit également être précisée pour la même raison.

Dans le cas d'une installation sur le continent les cartes d'identification RP doivent être rendues au Département. Si celui-ci avait connaissance d'un changement d'adresse non signalé, la carte d'identification RP serait retirée de plein droit.

Les résidents principaux peuvent, en voie manuelle uniquement, utiliser le véhicule automobile d'un autre résident principal sur présentation de leur carte d'identification insulaire et de la carte grise du véhicule prêté, à condition que celui-ci soit domicilié sur l'île.

La carte d'identification RP autorise le passage, dans les voies manuelles, de deux véhicules simultanément, à condition que les numéros d'immatriculation soient associés à cette carte. Les véhicules DOIVENT SE SUIVRE IMMÉDIATEMENT et DANS LA MÊME VOIE (condition sine qua non en raison de la sécurité des usagers).

Pour la prise en compte des véhicules, il est demandé une photocopie du certificat d'immatriculation de ces véhicules automobiles domiciliés dans l'île de Ré appartenant au demandeur, à son conjoint ou à leurs enfants à charge de plus de 16 ans, et une attestation de l'employeur pour les véhicules de fonction.

Les résidents principaux de l'île de Ré bénéficient de la gratuité de passage.

Cette gratuité est accordée au moment du passage en voie de péage exclusivement sur remise de la carte d'identification RP en cours de validité délivrée par le Département.

Pour les résidents principaux identifiés par le Département, mais démunis de leurs cartes d'identification RP au moment du passage en voie, le tarif de base insulaire est appliqué.

Les duplicata de cartes d'identification RP créés à la demande des usagers (suite à une perte, un vol, une détérioration...) sont facturés conformément aux dispositions générales.

En aucun cas ces duplicata ne peuvent faire l'objet d'un remboursement ultérieur.

II.2.1.B – Modalités d'attribution et d'utilisation de la carte d'identification EP

Les entreprises permanentes dont le siège social est domicilié sur l'île de Ré, qui ont une activité permanente s'exerçant dans l'île de Ré et qui disposent à l'année d'un local à usage commercial ou professionnel peuvent, sur présentation de pièces justificatives, obtenir des cartes d'identification EP portant sur les véhicules de l'entreprise domiciliés sur l'île, ainsi que sur les véhicules appartenant au gérant.

La qualité d'entreprise permanente s'apprécie au vu de l'avis d'imposition à la Contribution Economique Territoriale ou de l'attestation de la Mutualité Sociale Agricole (MSA), ou d'une attestation de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, ainsi que de l'extrait K bis du Registre du Commerce et des Sociétés.

Lors de la demande initiale, le demandeur doit également justifier de l'utilisation d'un local à usage commercial ou professionnel (acte de propriété ou bail de location).

Pour les entreprises dont la date d'installation dans l'île de Ré n'aura pas permis la délivrance d'un avis d'imposition à la Contribution Economique Territoriale, une carte provisoire pourra être accordée au vu de l'extrait K bis du Registre du Commerce et des Sociétés faisant ressortir l'adresse insulaire du siège social du principal établissement, accompagné d'un titre de propriété ou d'un bail à l'année, pour un local à usage commercial ou professionnel sis sur l'île de Ré.

Le Département de la Charente-Maritime se réserve le droit d'exiger toute pièce permettant d'apprécier la qualité insulaire et permanente de l'activité.

Le nombre de cartes d'identification délivré à une entreprise est strictement limité au nombre de véhicules référencés au dossier de celle-ci.

En cas d'acquisition d'un nouveau véhicule, le titulaire doit signaler ce changement au pont de Ré en présentant la carte grise pour la mise à jour de son dossier informatique. La cession d'un véhicule existant doit également être précisée pour la même raison.

La carte d'identification EP fait l'objet d'une validation périodique à l'initiative du Département.

Les sociétés civiles immobilières ou de moyens ne peuvent prétendre au statut d'entreprise permanente.

La gratuité est accordée aux entreprises permanentes au moment du passage en voie de péage exclusivement sur remise de la carte d'identification EP en cours de validité délivrée par le Département.

Pour les conducteurs de véhicules des entreprises permanentes identifiées et répertoriées comme telles, mais démunis de la carte d'identification EP au moment du passage en voie, le tarif de base insulaire est appliqué.

Les duplicata de cartes d'identification EP créés à la demande exclusive du chef d'entreprise (suite à une perte, un vol, une détérioration...) sont facturés conformément aux dispositions générales.

En aucun cas ces duplicata ne peuvent faire l'objet d'un remboursement ultérieur.

II.2.2 - TARIF RÉSIDENT SECONDAIRE (RS) ET ENTREPRISE SECONDAIRE (ES)

Les dispositions générales s'appliquant à l'ensemble des usagers du pont de l'île de Ré sont décrites au paragraphe I.

II.2.2.A - Modalités d'attribution et d'utilisation de la carte d'identification RS

Le statut de résident secondaire est accordé, sous conditions d'attribution, aux personnes physiques qui se réservent, à l'année, l'usage de la totalité de leur résidence secondaire qu'elles soient propriétaires, usufruitières ou locataires.

Pour les personnes physiques, la qualité de résident secondaire s'apprécie au vu de la copie de l'avis d'imposition à la taxe d'habitation et donne lieu à l'attribution d'une carte d'identification RS.

La carte d'identification RS qui a fait l'objet d'une demande préalable, autorise le passage des véhicules automobiles appartenant au titulaire, à son conjoint ou à ses enfants de plus de 16 ans fiscalement à charge. Elle autorise également le passage d'UN véhicule léger de fonction (préalablement référencé sur présentation de la carte grise et d'une attestation de l'employeur de mise à disposition d'un véhicule de fonction dont l'usage inclut celui du week-end).

Une seule carte d'identification sera délivrée par résident secondaire de plus de 16 ans.

En cas d'acquisition d'un nouveau véhicule, le titulaire doit signaler ce changement au pont de Ré en présentant la copie de la carte grise pour la mise à jour de son dossier informatique. La cession d'un véhicule existant doit également être précisée pour la même raison.

La carte d'identification RS autorise le passage, dans les voies manuelles, de deux véhicules simultanément, à condition que les numéros d'immatriculation soient associés à cette carte. Les véhicules DOIVENT SE SUIVRE IMMÉDIATEMENT et DANS LA MÊME VOIE (condition sine qua non en raison de la sécurité des usagers).

La carte d'identification RS fait l'objet d'une validation périodique à l'initiative du Département.

Pour les RS identifiés par le Département, mais démunis de leurs titres de passages RS au moment de franchir le péage, le tarif général est appliqué.

Dans le cas où le Département aurait connaissance de la perte du statut de résident secondaire, la carte d'identification RS pourra être retirée de plein droit.

Le statut de résident secondaire pourra également être accordé aux personnes physiques dont la date d'installation n'aura pas permis la délivrance d'un avis d'imposition à la taxe d'habitation.

Dans ce cas, une carte d'identification RS sera attribuée pour une durée limitée au 31 décembre de l'année suivant la demande initiale.

Elle sera délivrée au vu de la copie d'un acte de propriété pour un logement ou du bail de location à l'année, ou au vu de la copie d'un permis de construire pour une construction à usage d'habitation accompagnée de son certificat de conformité ou d'une attestation d'achèvement de travaux ou du récépissé de déclaration modèle H1 adressée aux Services Fiscaux.

Dans le cas des logements en travaux, et uniquement dans ce cas, la carte provisoire pourra être prolongée jusqu'à la fin de validité du permis de construire. Il appartiendra alors à l'usager de justifier de la réalité des travaux.

Lorsqu'un bien a été donné en usufruit, son nu-propiétaire perd le bénéfice du tarif résident secondaire.

Sont également exclus du bénéfice du tarif résident secondaire, les débirentiers qui n'occupent pas le logement concerné (dans le cas d'acquisition en viager).

Dans le cas de sociétés civiles immobilières, les associés n'ayant qu'un droit d'usage ne peuvent, par leur seule qualité de membres de ces sociétés, bénéficier du tarif résident secondaire et doivent, comme pour les autres demandeurs, justifier de leur qualité de résident secondaire dans l'île de Ré.

Dans le cas d'acquisition indivise, les indivisaires doivent, comme les autres demandeurs, justifier de leur qualité de résident secondaire dans l'île de Ré.

La qualité de résident secondaire s'étend au conjoint et aux enfants fiscalement à charge de plus de 16 ans, à condition de pouvoir également justifier de leur lien familial.

Dans le cas des enfants fiscalement à charge de plus de 16 ans, les justificatifs demandés sont les copies du livret de famille (en entier) et de l'avis d'imposition sur les revenus de l'année en cours des parents (mentionnant le nombre de parts).

II.2.2.B - Modalités d'attribution et d'utilisation de la carte d'identification ES

Une carte d'identification ES autorisant l'application du tarif résident secondaire peut être attribuée, sur présentation de pièces justificatives, aux entités suivantes :

- entreprises dont l'activité est saisonnière mais disposant à l'année d'un local à usage commercial ou professionnel sur l'île de Ré ;
- établissements secondaires domiciliés sur l'île de Ré ;
- entreprises ostréicoles continentales qui exploitent une concession sur l'île de Ré, présentant un nombre de points supérieur à 60 sur l'île elle-même, sur présentation d'une attestation délivrée par la Direction des Affaires Maritimes de La Rochelle.

Le nombre de cartes d'identification délivrées à une entreprise secondaire est strictement limité au nombre de véhicules référencés au dossier de celle-ci.

En cas d'acquisition d'un nouveau véhicule, l'entreprise doit signaler ce changement au pont de Ré en présentant la copie de la carte grise pour la mise à jour de son dossier informatique. La cession d'un véhicule existant doit également être précisée pour la même raison.

La carte d'identification ES permet le passage des véhicules automobiles appartenant à l'entreprise ou au gérant.

Pour les ES identifiées par le Département, mais démunies de leurs titres de passages au moment de franchir le péage, le tarif général est appliqué.

La qualité d'entreprise secondaire s'apprécie au vu de l'avis d'imposition à la Contribution Economique Territoriale ou de l'attestation de la MSA.

Lors de la demande initiale, le demandeur doit également justifier de l'utilisation d'un local à usage commercial ou professionnel (acte de propriété ou bail de location) et fournir l'extrait K bis du Registre du Commerce et des Sociétés.

Pour les entreprises récemment installées ou saisonnières, la qualité d'entreprise secondaire s'apprécie à la seule vue de l'extrait K bis du Registre du Commerce et des Sociétés et d'un justificatif pour un local à usage commercial ou professionnel.

Les sociétés civiles immobilières ou de moyens ne peuvent prétendre au statut d'entreprise secondaire.

La carte d'identification ES fait l'objet d'une validation périodique à l'initiative du Département.

Les cartes d'abonnement ENP délivrées antérieurement au 1^{er} janvier 2012 ne sont plus valables. Elles pourront être retirées de plein droit et ne feront l'objet d'aucun remboursement.

II.2.2.C - Modalités d'attribution et d'utilisation des abonnements annuels RS et ES

Les abonnements annuels RS et ES sont délivrés sur présentation de la carte d'identification correspondante en cours de validité.

L'abonnement annuel RS peut porter sur des véhicules automobiles appartenant au titulaire, à son conjoint ou à ses enfants fiscalement à charge, et également sur **UN** véhicule léger de fonction sur présentation de la carte grise et d'une attestation de l'employeur de mise à disposition d'un véhicule de fonction (dont l'usage inclut celui du week-end).

L'abonnement annuel ES ne peut porter que sur les véhicules appartenant à l'entreprise ou au gérant, carte grise faisant foi, référencés au dossier de l'entreprise. Les véhicules appartenant aux employés de l'entreprise ne peuvent en aucun cas être référencés sur le dossier de l'entreprise.

En cas d'acquisition d'un nouveau véhicule, le titulaire ou l'entreprise doit signaler ce changement au Pont de Ré en présentant la carte grise pour la mise à jour de son dossier informatique. La cession d'un véhicule existant doit également être précisée pour la même raison.

Les abonnements annuels RS et ES autorisent, dans les voies manuelles, le passage de 2 véhicules à condition que les numéros d'immatriculation soient associés à cette carte d'abonnement. Les véhicules DOIVENT SE SUIVRE IMMEDIATEMENT et DANS LA MEME VOIE (condition sine qua non en raison de la sécurité des usagers).

Un abonnement annuel RS ou ES ne peut être remboursé sauf en cas de changement de statut.

Dans le cas de changement de statut, l'abonnement annuel RS ou ES sera mis en opposition dès la connaissance de la perte de statut ; il sera remboursé au prorata du nombre de mois entiers compris entre la date de restitution de l'abonnement au Département et la date d'échéance (uniquement en cas de déclaration volontaire du titulaire dans un délai de deux mois suivant la perte de jouissance du bien, sur présentation des justificatifs appropriés).

II.2.2.D - Modalités d'attribution et d'utilisation des abonnements à décompte de valeurs RS et ES

Les abonnements à décompte de valeurs RS et ES sont délivrés sur présentation de la carte d'identification correspondante en cours de validité.

L'abonnement à décompte de valeurs RS peut être utilisé pour le passage de l'ensemble des véhicules référencés au dossier du titulaire, de son conjoint et de ses enfants fiscalement à charge.

L'abonnement à décompte de valeurs ES peut être utilisé pour le passage de l'ensemble des véhicules référencés au dossier de l'entreprise (véhicules appartenant à l'entreprise ou au gérant).

Les abonnements à décompte de valeurs RS et ES autorisent le passage, dans les voies manuelles, de 2 véhicules simultanément à condition que les numéros d'immatriculation soient associés à cette carte d'abonnement. Les véhicules DOIVENT SE SUIVRE IMMEDIATEMENT et DANS LA MEME VOIE (condition sine qua non en raison de la sécurité des usagers). Il sera alors décompté les sommes correspondant aux 2 passages.

Les abonnements à décompte de valeurs RS et ES ne peuvent être remboursés sauf en cas de changement de statut.

Dans le cas de changement de statut, l'abonnement à décompte de valeurs RS ou ES sera mis en opposition dès la connaissance de la perte de statut ; le solde des valeurs acquises sera remboursé UNIQUEMENT en cas de déclaration volontaire du titulaire dans un délai de deux mois suivant la perte effective du statut, sur présentation des justificatifs appropriés.

II.3 – TARIFICATION SELON LES CATEGORIES D'USAGERS

II.3.A – Les taxis Charentais-Maritimes

Une carte d'identification peut être accordée aux sociétés de taxis domiciliées en Charente-Maritime et qui disposent de véhicules taxis immatriculés dans ce même département.

La carte d'identification ne peut porter que sur un seul véhicule taxi des classes 1 ou 2.

Cette dernière est obtenue sur demande préalable (imprimé de demande à compléter et à signer) adressée ou déposée auprès des services du pont de Ré, au moins cinq jours ouvrés à l'avance, accompagnée de la photo d'identité du chauffeur du taxi et des copies de sa carte professionnelle de conducteur de taxi en cours de validité, de son autorisation de stationnement et de la carte grise du véhicule taxi concerné.

La carte d'identification délivrée par le Département aux sociétés de taxis possède la même validité que la carte professionnelle de conducteur de taxi du demandeur dans la limite de quatre années à compter du jour de sa délivrance.

La carte d'identification permet de franchir le péage au tarif « Taxis Charentais-Maritimes » (règlement à chaque passage) ou d'acquiescer un abonnement à décompte de valeurs Taxis Charentais-Maritimes.

L'abonnement à décompte de valeurs Taxis Charentais-Maritimes peut être utilisé pour le passage du seul véhicule référencé au dossier du titulaire.

En aucun cas l'abonnement à décompte de valeurs Taxis Charentais-Maritimes ne peut être remboursé.

II.3.B – Visite hôpital

Une carte d'identification peut être accordée aux personnes résidant sur le continent qui visitent un membre de leur famille hospitalisé au service « moyen séjour » de l'Hôpital local de Saint-Martin de Ré.

Cette dernière est obtenue sur demande préalable dûment complétée et signée (imprimé disponible auprès des services hospitaliers) et sur présentation d'une attestation établie par les services administratifs de l'Hôpital local de Saint-Martin de Ré, d'une photographie d'identité du demandeur et de la copie du certificat d'immatriculation du véhicule utilisé.

La carte peut être également accordée aux membres d'une famille en séjour de vacances sur l'île de Ré lorsque l'un des leurs se trouve être hospitalisé au Centre Hospitalier de La Rochelle.

Dans ce cas, la délivrance d'une carte est faite sur présentation d'une attestation établie par les services administratifs du Centre Hospitalier de La Rochelle (indiquant la période et la durée prévisible de l'hospitalisation), de l'imprimé de demande dûment complété et signé (imprimé disponible auprès des services hospitaliers), d'une attestation d'hébergement insulaire (contrat de location, de réservation ou attestation d'hébergement), d'une photographie d'identité du demandeur et de la copie du certificat d'immatriculation du véhicule utilisé.

La validité de la carte est strictement limitée à la période d'hospitalisation de la personne visitée.

Dans tous les cas, la carte d'identification n'autorise le passage que d'une seule personne et d'un seul véhicule des classes 1 ou 2.

La carte d'identification permet de franchir le péage au tarif « Particuliers 1 » (règlement à chaque passage).

II.3.C – Résident temporaire

Une carte d'identification peut être accordée aux salariés d'entreprises continentales en formation professionnelle, hébergés sur l'île de Ré par un membre de leur famille pendant la durée de leur formation.

Cette carte est strictement réservée aux personnes dont le lieu de formation est situé à moins de 30 km de l'île de Ré et dont la résidence principale est située à plus de 50 km du lieu de formation.

Elle n'est jamais accordée pour des formations d'une durée inférieure à 2 semaines consécutives.

La carte d'identification qui n'autorise le passage que d'une seule personne et d'un seul véhicule des classes 1, 2 ou 5 est attribuée sur présentation de justificatifs de formation et d'hébergement insulaire, d'une photographie d'identité du demandeur et de la copie du certificat d'immatriculation du véhicule utilisé.

Sa validité est strictement limitée à la période de formation professionnelle.

La carte d'identification permet de franchir le péage au tarif « Résident Temporaire » (règlement à chaque passage).

II.3.D – Soutien familial

Une carte d'identification peut être accordée aux personnes résidant sur le continent qui assistent, de manière fréquente et régulière, un membre de leur famille, vivant seul dans sa résidence principale de l'île de Ré, dont l'état de santé nécessite une aide dans les actes essentiels de la vie courante.

La carte d'identification n'autorise le passage que d'une seule personne et d'un seul véhicule des classes 1 ou 2. Elle est strictement réservée aux personnes dont le revenu fiscal de référence est inférieur à 25 000 € ou 32 000 € pour un couple.

La carte d'identification peut être accordée lorsque le revenu fiscal de référence de la personne assistée est inférieur à 25 000 €, ou lorsque cette dernière ne bénéficie pas d'une aide à domicile quotidienne.

Cette carte est attribuée sur présentation d'un certificat médical établi par le médecin traitant de la personne visitée (précisant que son état de santé nécessite la présence régulière du demandeur pour l'assister dans les actes essentiels de la vie courante), d'une attestation sur l'honneur établie et signée par la personne visitée précisant qu'elle ne bénéficie pas déjà d'une aide à domicile quotidienne, de la copie des avis d'imposition sur les revenus du demandeur et de la personne visitée, de la copie du livret de famille (justifiant le lien de parenté), d'une photographie d'identité du demandeur et de la copie du certificat d'immatriculation du véhicule utilisé.

La carte est accordée pour une durée limitée à un an.

La carte d'identification permet de franchir le péage au tarif « Particuliers 1 » (règlement à chaque passage).

II.3.E – Visite Maison Centrale

Une carte d'identification est accordée aux personnes résidant sur le continent qui visitent un membre de leur famille détenu à la Maison Centrale de Saint-Martin de Ré.

La carte d'identification n'autorise le passage que d'une seule personne et d'un seul véhicule des classes 1 ou 2. Elle est attribuée sur présentation de l'autorisation de

visiter un condamné et du certificat de présence du détenu établis par les services administratifs de la Maison Centrale de Saint-Martin de Ré, d'une photographie d'identité du visiteur et de la copie du certificat d'immatriculation du véhicule utilisé.

L'utilisation de la carte est limitée à deux passages hebdomadaires, les samedis et dimanches uniquement.

Sa validité est limitée à trois ans.

La carte d'identification permet de franchir le péage au tarif « Particuliers 1 » (règlement à chaque passage).

Cette carte est également attribuée aux assesseurs des Commissions de Discipline de la Maison Centrale de Saint-Martin-de-Ré.

II.3.F – Personnes divorcées

Une carte d'identification peut être accordée aux personnes résidant sur le continent qui, à la suite d'un divorce avec un conjoint lui-même toujours résident principal sur l'île de Ré et qui se trouve dans l'obligation de se rendre au domicile de ce dernier dans le cadre de l'exercice des droits de visite et de garde de leurs enfants mineurs.

La carte d'identification n'autorise le passage que d'une seule personne et d'un seul véhicule des classes 1 ou 2. Elle est strictement réservée aux personnes dont le revenu fiscal de référence est inférieur à 25 000 €.

Cette carte est attribuée sur présentation de la notification du droit d'exercice de l'autorité parentale, du livret de famille, de la copie de l'avis d'imposition sur les revenus du demandeur, d'une photographie d'identité du demandeur et de la copie du certificat d'immatriculation du véhicule utilisé.

La carte est accordée pour une durée limitée à un an.

La carte d'identification permet de franchir le péage au tarif « Particuliers 1 » (règlement à chaque passage).

II.3.G – Usagers particuliers (piétons, cavaliers, cyclistes et motocyclistes, véhicules de services, d'urgence, véhicules de transport de personnes handicapées)

Les dispositions générales s'appliquant à l'ensemble des usagers du pont de l'île de Ré sont décrites au paragraphe I.

La gratuité est accordée :

- 1°) aux piétons et aux cavaliers ;
- 2°) aux cyclistes et conducteurs de motocycles de cylindrée inférieure ou égale à 50 cm³ ;
- 3°) aux véhicules de services identifiables utilisés, dans l'exercice de leurs fonctions, par :
 - les fonctionnaires de la Police Nationale ;
 - les Gendarmes ;
 - les agents des Compagnies Républicaines de Sécurité ;
 - les militaires des trois Armées ;

- les agents des Douanes ;
- les agents des Affaires Maritimes ;
- les agents de l'Administration Pénitentiaire.

Lorsque les véhicules de services ne sont pas identifiables, la gratuité est accordée sur remise d'un ordre de mission ou de réquisition et présentation d'une carte professionnelle ou d'une carte d'identité militaire ;

4°) aux véhicules de secours d'urgence appartenant aux SMUR, SAMU, Pompiers et services départementaux d'incendie et de secours dans le cadre d'une intervention de sécurité ou d'urgence ;

5°) aux véhicules légers de tourisme transportant une personne handicapée titulaire de la carte de libre circulation délivrée par les services du pont de Ré. Celle-ci peut être obtenue sur demande préalable adressée ou déposée auprès des services du pont de Ré, au moins cinq jours ouvrés à l'avance, accompagnée de la photocopie recto verso de la carte d'invalidé (dont le taux d'incapacité est au moins de **80 %**) délivrée par l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre ou par la Maison Départementale des Personnes Handicapées du Département de résidence du demandeur et d'une photo d'identité.

Dans ce cas, la gratuité n'est accordée qu'aux véhicules automobiles légers des classes 1, 2 et 5.

La carte dite de « libre circulation » délivrée par le Département possède la même validité que la carte d'invalidé du demandeur dans la limite de quatre années à compter du jour de sa délivrance.

II.3.H – Véhicules des réseaux de transports collectifs publics

Les véhicules (cars et bus) des réseaux de transports collectifs publics (réseau départemental Les Mouettes et réseau urbain de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle bénéficient de la gratuité.

Les véhicules légers de ces mêmes réseaux bénéficient d'un tarif préférentiel.

II.3.I – Les entreprises saisonnières (ESA)

Les entreprises exerçant leur activité de manière saisonnière et qui disposent d'un local à usage commercial ou professionnel pour une durée inférieure à l'année peuvent bénéficier de l'abonnement ESA à décompte de valeurs autorisant le passage des véhicules de l'entreprise ou du gérant.

La souscription de l'abonnement ESA n'est possible qu'après identification de l'entreprise saisonnière par les services du pont de Ré.

Les droits de l'entreprise saisonnière sont appréciés au vu d'un extrait K bis du Registre du Commerce et des Sociétés récent, d'un bail de location saisonnier pour un local à usage commercial ou professionnel et des copies des cartes grises des véhicules de l'entreprise ou du gérant.

La validité d'un abonnement ESA est strictement limitée à la durée initiale du bail de location saisonnier fourni par l'entreprise.

En cas d'acquisition d'un nouveau véhicule, l'entreprise doit signaler ce changement au pont de Ré en présentant la copie de la carte grise pour la mise à jour de son dossier informatique. La cession d'un véhicule existant doit également être précisée pour la même raison.

En aucun cas l'abonnement à décompte de valeurs ESA ne peut être remboursé.

II.3.J – Compétitions sportives officielles

Les dispositions générales s'appliquant à l'ensemble des usagers du pont de l'île de Ré sont décrites au paragraphe I.

Le Département attribue la gratuité aux Fédérations Sportives pour faciliter les rencontres officielles entre les sportifs réthais et ceux du continent.

Cette gratuité est accordée aux membres des équipes et aux sportifs individuels sous la condition qu'ils soient :

- ou licenciés en Charente-Maritime dans un club affilié à une Fédération agréée (en application de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984) ;

- ou licenciés dans les trois autres départements de POITOU-CHARENTES, dans des clubs relevant des disciplines pratiquées aux jeux olympiques, ou affiliés à la Fédération Française de Rugby.

Le dispositif mis en place permet, par l'intermédiaire et sous le contrôle de la Direction de la Culture, du Sport et de l'Animation, de délivrer aux Comités sportifs départementaux des cartes de passage.

II.3.K - Tarif de groupe

Les dispositions générales s'appliquant à l'ensemble des usagers du pont de l'île de Ré sont décrites au paragraphe I.

Pour favoriser l'organisation sur l'île de Ré de manifestations à caractère culturel ou sportif, le Département permet aux associations culturelles ou sportives, aux clubs de personnes âgées, aux comités d'entreprises et aux établissements scolaires, de pouvoir bénéficier de cartes de passage à tarif réduit.

Les demandes doivent être adressées au pont de Ré au moins 10 jours ouvrés avant la date prévue de la manifestation et concerner un groupe d'au moins dix véhicules des classes 1 ou 2.

Le groupe doit justifier de sa qualité par la production de son numéro d'inscription auprès de la Préfecture du département où sont déposés ses statuts ou pour les groupes scolaires ou les comités d'entreprises sur production d'une demande du Directeur de l'établissement ou du Président du comité d'entreprise rédigée sur papier à en-tête.

*
* *

Le Conseil général se réserve, en cas de situation exceptionnelle justifiant un traitement particulier, la possibilité d'apprécier les conditions d'attribution à l'un des tarifs visés ci-dessus, sans être tenu de se référer aux conditions générales et particulières d'attribution définies par le présent règlement.